



La solution, c'est elle!

Une mère vient chercher ses enfants à la crèche de Shisheido, à Tokyo.

Yuko Kinoshita et Kalpana Kochhar

Les femmes peuvent atténuer les problèmes du vieillissement démographique et du repli de la population active

LE VIEILLISSEMENT démographique de par le monde a de graves conséquences pour la croissance économique. Lorsque la population en âge de travailler baisse, la main-d'œuvre diminue souvent aussi, de même que le potentiel de croissance. Dans beaucoup de pays avancés et émergents, le nombre de personnes en âge de travailler est en baisse, ce qui plombe les recettes alors même que le montant des dépenses de retraites et de santé augmente.

Les femmes jouent un rôle crucial dans cette transition démographique. Elles constituent plus de la moitié de la population mondiale. Comme elles vivent en général plus longtemps que les hommes, elles représentent un pourcentage bien plus élevé des plus de 65 ans. Pourtant, le pourcentage de femmes en âge de travailler qui participent effectivement à la vie active (taux d'activité) tourne autour de 50 % depuis deux décennies. La moyenne mondiale masque de grandes différences de niveaux et de tendances d'une région à l'autre. Les taux varient de 21 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à plus de 60 % en Asie de l'Est, en Afrique subsaharienne, aux États-Unis et en Europe du Nord. Alors qu'au cours de cette période, les taux ont progressé de près de 13 points en Amérique latine et aux

Caraïbes, ils ont baissé en Asie du Sud. Malgré la stagnation du taux d'activité des femmes, l'écart entre hommes et femmes s'est réduit depuis 1990, mais seulement parce que celui des hommes a diminué plus que celui des femmes n'a augmenté.

Un fossé subsiste

Bien que l'écart hommes-femmes se réduise sur le plan de l'instruction, il subsiste un fossé ailleurs : accès aux soins de santé et aux services financiers, salaires et droits juridiques. Le ratio de scolarisation primaire des filles est passé à 94 % de celui des garçons, même dans les pays les moins développés. Dans le secondaire, il est en moyenne de 97 % et les femmes ont maintenant plus de chances que les hommes de poursuivre des études tertiaires. C'est positif. Cependant, avec tant de femmes instruites, il est d'autant plus dommage qu'un pourcentage si élevé ne travaille pas.

Lorsque les femmes peuvent développer leur plein potentiel sur le marché du travail, des gains macroéconomiques considérables sont possibles. Par exemple, d'après Aguirre *et al.* (2012), si le taux d'activité des femmes égalait celui des hommes, le PIB gagnerait 5 % aux États-Unis, 9 % au Japon, 12 % aux Émirats arabes unis et 34 % en Égypte. Selon Cuberes et Teignier (à



La perspective asiatique

En Asie, le rôle que les femmes peuvent et doivent jouer dépend du degré de vieillissement démographique de leur pays. Les pays d'Asie du Sud tels que le Bangladesh et l'Inde en sont aux phases initiales de la transition, lorsque la mortalité baisse rapidement, tandis que les taux de fécondité restent élevés. Les pays d'Asie de l'Est (ceux qui sont membres de l'Association des pays d'Asie du Sud-Est) sont dans la phase intermédiaire, où les taux de natalité commencent à baisser et la croissance démographique, à se stabiliser. Les pays avancés d'Asie tels que la Corée et le Japon sont dans la phase suivante : les taux de natalité sont tombés au-dessous du seuil de remplacement et la population a commencé ou commencera bientôt à diminuer.

L'Asie de l'Est a subi entre les années 60 et 90 une transition démographique relativement rapide qui a contribué à son « miracle » économique. L'amélioration de la santé publique a fait baisser la mortalité infantile et donné lieu à un baby-boom, suivi d'une diminution des taux de fécondité. À la fin des années 60, lorsque les premiers enfants de l'après-guerre ont atteint l'âge de travailler, leur entrée dans la vie active a fait augmenter le ratio travailleurs/personnes à charge. Cette transition a en général été bénéfique pour les femmes : étant en meilleure santé et ayant à consacrer moins de temps à leurs enfants, elles étaient plus libres de se livrer à des activités telles que l'éducation et le travail salarié. Ce cycle vertueux a permis aux femmes de contribuer à la croissance économique et en même temps d'en profiter.

Dans les pays d'Asie du Sud tels que le Bangladesh et l'Inde, qui sont dans la phase initiale de la transition démographique, les femmes sont essentielles. Pour tirer pleinement parti du dividende démographique potentiel, l'Asie du Sud doit s'appliquer à améliorer l'instruction et les qualifications des femmes, à construire des infrastructures physiques telles que les réseaux de routes, de transports et d'électricité au bénéfice de tous les travailleurs et à assouplir le marché du travail (Das *et al.*, 2015). Ces pays doivent supprimer les obstacles réglementaires, institutionnels et sociaux

pour tirer le meilleur parti de leurs viviers de talents et obtenir le dividende le plus élevé possible.

Il est particulièrement crucial d'accroître la participation féminine à la vie active dans les pays avancés d'Asie tels que la Corée et le Japon. Dans ces pays, ce sont les femmes qui détiennent les clés pour préserver la croissance et compenser le poids du vieillissement, voire du déclin démographique. Au Japon, par exemple, l'espérance de vie est aujourd'hui de 84 ans, la plus élevée au monde, tandis que le taux de fécondité reste bas. Quand les baby-boomers ont commencé à partir en retraite, le taux de dépendance des personnes âgées est devenu le plus élevé du monde.

À mesure que la population en âge de travailler diminue, le PIB du Japon va probablement tomber en dessous de celui de ses voisins, à moins que la production par travailleur augmente plus vite que le repli de la population active. Le FMI estime que la croissance annuelle pourrait gagner environ ¼ de point si le taux de participation de la femme à la main-d'œuvre atteignait la moyenne des pays du G-7, ce qui produirait une hausse permanente du PIB par habitant de 4 % par rapport au scénario de référence. Une plus forte participation féminine à la vie active signifierait aussi une main-d'œuvre plus qualifiée, compte tenu du niveau d'instruction plus élevé des femmes (voir «Les femmes sauveront-elles le Japon (et toute l'Asie)?» *F&D*, octobre 2012).

Le Japon peut aisément tirer le meilleur parti du bon niveau d'instruction des femmes. Le Premier Ministre Shinzo Abe le sait d'ailleurs fort bien : un des volets importants de l'*Abenomics* pour revitaliser le Japon consiste justement à promouvoir le travail féminin. Depuis le lancement de cette stratégie en 2013, le nombre de femmes en âge de procréer participant à la vie active a sensiblement augmenté grâce à l'expansion des congés parentaux et d'autres mesures. Si l'augmentation de la participation féminine est cruciale pour tous les pays, quelle que soit la phase de transition démographique où ils se trouvent, elle est indispensable pour ceux dont la population vieillit rapidement.

paraître) la perte de PIB par habitant imputable aux écarts de genre sur le marché du travail atteint en moyenne 27 % dans certaines régions (graphique 1).

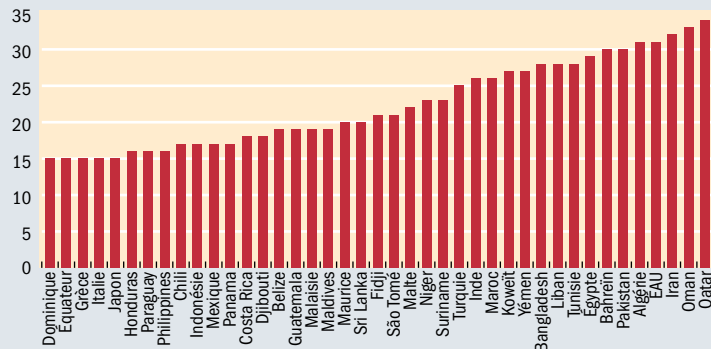
En quoi la hausse du taux d'activité des femmes contribue-t-elle à la progression des revenus et de la croissance? Si les femmes ont les chances qu'elles méritent, tout le développement économique peut en bénéficier. La scolarisation peut augmenter, parce que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de consacrer leur revenu à l'instruction de leurs enfants. Avec les mêmes conditions d'accès aux intrants, la productivité des entreprises gérées par des femmes augmente et, si les pratiques d'embauche sont équitables, les entreprises peuvent mieux exploiter le vivier de talents, ce qui a une incidence positive sur la croissance potentielle. Dans les pays avancés et émergents souffrant du vieillissement démographique, la hausse du taux d'activité des femmes peut atténuer l'impact du repli de la main-d'œuvre et doper la croissance.

Graphique 1

Perte de vitesse

L'écart entre les taux de participation des hommes et des femmes à la vie active ampute sensiblement le PIB dans de nombreux pays.

(perte due à l'écart hommes-femmes, en pourcentage du PIB)



Source : estimations de Cuberes et Teignier (2015).

Note : São Tomé = São Tomé-et-Príncipe; ÉAU = Emirats arabes unis.

Les pouvoirs publics et le secteur privé peuvent promouvoir l'activité des femmes. Les gouvernements peuvent réduire l'écart hommes-femmes sur le plan de la santé, de l'instruction, des infrastructures et des services financiers et encourager les congés parentaux et les services de garde d'enfants. L'imposition du revenu individuel plutôt que familial est moins dissuasive pour le travail du deuxième soutien de famille (en général l'épouse). Là où le système juridique restreint les droits des femmes, l'abolition de ces contraintes peut faire bondir le taux d'activité des femmes (Gonzales *et al.*, 2015). Le secteur privé peut proposer des contrats et des conditions de travail flexibles et adopter des méthodes d'évaluation qui récompensent les résultats plutôt que l'ancienneté ou le nombre d'heures travaillées.

En plus d'augmenter le nombre de femmes au travail, l'amélioration des emplois peut doper la productivité et la croissance. Les femmes occupent la majorité des emplois irréguliers et informels. Dans la plupart des pays, ces emplois offrent moins d'avantages et peu de sécurité par rapport aux emplois réguliers ou à plein temps. Dans les pays nordiques et aux Pays-Bas, les travailleurs occasionnels bénéficient d'avantages et de prestations partiels. Cela peut favoriser la participation des femmes à la vie active, accroître leur productivité et réduire l'écart de salaires entre hommes et femmes à moyen terme (Kinoshita et Guo, 2015).

Travail et fécondité

Si les femmes sont plus nombreuses à travailler, les taux de fécondité risquent de baisser, d'où une aggravation du déclin démographique. Dans certains pays, le nombre de naissances diminue lorsque la participation féminine à la main-d'œuvre augmente. Par exemple, Bloom *et al.* (2009) constatent que chaque naissance diminue en moyenne la main-d'œuvre féminine de près de deux ans pendant la période reproductive d'une femme.

Si la relation entre ces variables est négative, il y a par contre une relation positive entre la fécondité et la participation des femmes à la vie active au niveau transnational. Les chercheurs expliquent cette contradiction apparente en examinant la contribution que les hommes apportent à leur ménage (De Laat et Sevilla-Sanz, 2011). Ils constatent que dans les pays où les hommes prennent davantage part aux travaux ménagers et à la garde des enfants, les femmes sont mieux capables de concilier maternité et vie professionnelle, ce qui entraîne une plus forte participation à la main-d'œuvre et des taux de fécondité relativement élevés.

De plus, la relation entre la participation des femmes à la vie active et la fécondité semble être passée de négative à positive dans les pays avancés de l'Organisation de coopération et de développement économiques depuis 1985 (Brewster et Rindfuss, 2000). Ce revirement indique que lorsque les femmes sont plus nombreuses à travailler et à gagner un salaire, les ménages peuvent avoir davantage d'enfants. Cette tendance reflète aussi un changement des comportements sociaux à l'égard des mères qui travaillent, de la participation des pères à la garde des enfants et des progrès technologiques qui permettent une plus grande flexibilité au travail. Les politiques publiques favorisant des congés parentaux plus généreux et une meilleure disponibilité des gardes d'enfants y ont aussi contribué (graphique 2).

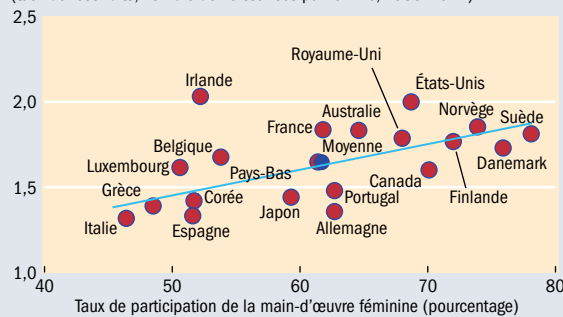
Dans la phase initiale d'une transition démographique, les femmes qui entrent dans la vie active peuvent choisir d'avoir

Graphique 2

Plus de travail, plus de bébés

Les pays où le taux de participation féminine à la main-d'œuvre est élevé ont un taux de fécondité plus haut, grâce au revenu plus élevé des ménages, à l'évolution des normes sociales et aux mesures qui encouragent le travail des mères.

(taux de fécondité, nombre de naissances par femme, 1985-2012)



Source : Kinoshita et Guo (2015).

moins d'enfants. À mesure que la population diminue, un déclin supplémentaire de la fécondité n'est plus souhaitable ni viable à moyen terme, de sorte que les pouvoirs publics et la société dans son ensemble doivent créer des conditions qui permettent à un plus grand nombre de femmes de concilier vie professionnelle et vie familiale. ■

Yuko Kinoshita est chef de division adjointe et Kalpana Kochhar Directrice adjointe au sein du Département Asie-Pacifique du FMI.

Bibliographie :

- Aguirre, DeAnne, Leila Hoteit, Christine Rupp, and Karim Sabbagh, 2012, "Empowering the Third Billion: Women and the World of Work in 2012," *Strategy & (formerly Booz and Company) report* (Arlington, Virginia).
- Bloom, David E., David Canning, Gunther Fink, and Jocelyn E. Finlay, 2009, "Fertility, Female Labor Force Participation, and the Demographic Dividend," *Journal of Economic Growth*, Vol. 14, No. 2, pp. 79-101.
- Brewster, Karin L., and Ronald R. Rindfuss, 2000, "Fertility and Women's Employment in Industrialized Nations," *Annual Review of Sociology*, Vol. 26, pp. 271-96.
- Cuberes, David, and Marc Teignier, forthcoming, "Aggregate Costs of Gender Gaps in the Labor Market: A Quantitative Estimate," *Journal of Human Capital*.
- Das, Sonali, Sonali Jain-Chandra, Kalpana Kochhar, and Naresh Kumar, 2015, "Women Workers in India: Why So Few among So Many?" *IMF Working Paper 15/55* (Washington: International Monetary Fund).
- De Laat, Joost, and Almudena Sevilla-Sanz, 2011, "The Fertility and Women's Labor Force Participation Puzzle in OECD Countries: The Role of Men's Home Production," *Feminist Economics*, Vol. 17, No. 2, pp. 87-119.
- Gonzales, Christian, Sonali Jain-Chandra, Kalpana Kochhar, and Monique Newiak, 2015, "Fair Play: More Equal Laws Boost Female Labor Force Participation," *IMF Staff Discussion Note 15/02* (Washington: International Monetary Fund).
- Kinoshita, Yuko, and Fang Guo, 2015, "What Can Boost Female Labor Force Participation in Asia?" *IMF Working Paper 15/56* (Washington: International Monetary Fund).